



Communiqué de presse Hervé SAULIGNAC, Député de l'Ardèche

le 28 novembre 2017

Une fois de plus, des militants de Greenpeace ont pénétré dans un Centre Nucléaire de Production Électrique pour en occuper le site, à Cruas en Ardèche.

Ceux qui pourront s'émouvoir de l'effraction que constitue cette « violation de domicile » passeront hélas à côté du sujet. Car en effet, si l'on ne peut cautionner un acte délictueux, on ne peut pas plus admettre qu'en période de risque terroriste majeur, nos sites nucléaires soient aussi vulnérables. Là est le seul sujet qui ne peut être écarté par un étonnant communiqué d'EDF laissant croire que les militants seraient restés dans une zone sans risque!

Les militants de Greenpeace n'ont que leurs banderoles pour agir et c'est heureux. Mais qu'en serait-il d'individus moins bien intentionnés? Pas moins de 22 sont entrés et ont atteint la piscine d'entreposage du combustible usé. Chacun sait que ces bâtiments ont une résistance limitée, qu'ils contiennent des éléments hautement radioactif et qu'un embrasement aurait des conséquences dramatiques. Chacun sait aussi qu'il existe en France de nombreuses autres piscines d'entreposage qui, à l'instar de celle de Cruas, sont accessibles bien trop aisément.

Des groupes armés pourraient-ils aussi facilement pénétrer dans l'enceinte de la centrale?

Combien de piscines en France présentent autant de signes de vulnérabilité?

Quels sont les moyens que consacre EDF à la sécurité?

Quelle peut-être la confiance accordée à la parole publique qui assure que la sécurité est assurée sur nos sites nucléaires alors qu'une association y pénètre avec une facilité déconcertante?

Si nos centrales ne sont pas étanches au monde extérieur et si leur sécurité ne devient pas une priorité absolue des pouvoirs publics très rapidement, c'est le principe de précaution qui est bafoué dans ses fondements élémentaires.

la désaffection des Français pour l'énergie nucléaire se fait chaque jour un peu plus grande. Les négligences sécuritaires des pouvoirs publics finiront par en faire des citoyens révoltés qui ne peuvent admettre que leur intégrité physique et celle de leurs enfants soient sacrifiées sur l'autel des économies budgétaires. Enfin, les personnels des CNPE méritent mieux que des communiqués rassurants auxquels aucun d'entre eux ne croient.

Il est donc temps d'agir pour qu'un plan de sécurisation de nos sites de production nucléaire permette enfin le retour à la sérénité.

J'interpellerai prochainement le 1er Ministre en ce sens.